

# LES MUSULMANS ET LA MONDIALISATION

L'ÈRE DE LA MONDIALISATION est une ère de bouleversement, ou plus précisément de renversement, qui consacre la domination de l'économie et des marchés financiers sur toutes les autres sphères de l'activité humaine. La mondialisation est d'abord et surtout économique avant d'être technologique, politique ou culturelle. Impossible désormais de formuler une critique sérieuse de l'ordre du monde, des politiques des nations industrialisées ou des décisions du G8 sans s'appuyer sur une étude minutieuse du système économique néolibéral, des institutions qui le pensent (OMC, FMI ou la Banque mondiale), du formidable pouvoir d'une poignée de multinationales ou encore du fonctionnement des banques et des marchés financiers.

97

Les approches et les discours strictement politiques sur les États de droit, la citoyenneté effective, la fin de la colonisation, l'indépendance des nations, l'aide au développement et à l'autonomie se sont vidés de leur sens : à l'heure du marché mondial, de la spéculation tous azimuts et des transactions financières virtuelles, les anciennes réalités de la domination, de la mise sous tutelle des États du Sud, de la colonisation ont changé de natures et de noms, mais elles n'ont pas disparu. Point n'est besoin désormais d'être présent à Caracas, à Bamako ou à Djakarta pour dicter ses décisions ; depuis des bureaux de Washington, de Londres ou de Paris ou à partir des centres boursiers de New York ou de Tokyo, les dominations s'exercent puissamment à l'instar de cette nouvelle division internationale du travail qui consacre un colonialisme « new look » et un véritable esclavagisme « à distance ». Ces dominations sont sans états d'âme et oppressent et tuent quotidiennement des enfants, des femmes, des hommes sous une terreur et avec une violence

inouïes mais avec ce cynique avantage de ne présenter aucun effet médiatique, d'agir lentement, silencieusement, « en cachette ».

## DÉFICIENCES ET HYPOCRISIES

98 Le monde a changé et tous ces bouleversements ont des conséquences graves. Or tout se passe comme si la réflexion des ulémas et des intellectuels musulmans était en panne, et en particulier dans le domaine de l'économie. On observe, comme tout le monde, le phénomène de la mondialisation, on étudie ses fondements et sa logique, on constate les graves manquements à l'éthique mais on peine, à partir des sources scripturaires et de son intelligence du contexte, à proposer une alternative ou, à tout le moins, une perspective de résistance. Au demeurant, c'est le phénomène contraire qui se produit : le monde islamique a produit des institutions économiques ou financières qui, en cherchant à réaliser, dans le système lui-même, marginalement et à petite échelle, des transactions dites islamiques et « sans *ribâ* » (sans intérêts), confirment le système global plus qu'elles ne lui résistent. On propose des adaptations structurelles pour se protéger mais dans les faits le système est accepté pour ce qu'il est et l'on « fait avec ». Observer l'ordre économique du monde et ses injustices de façon objective et réaliste est une chose, s'y résoudre en est une autre.

L'ensemble du monde islamique est sous la tutelle de l'économie de marché. Les pays les plus *apparemment* islamiques sur le plan des lois et du gouvernement, à l'exemple de l'Arabie Saoudite ou des pétromonarchies, sont les plus intégrés économiquement au système néolibéral fondé sur la spéculation et noyé dans les transactions avec intérêts. Le phénomène est ancien, comme le relevait il y a vingt ans déjà Susan George. La décennie soixante-dix, avec ses deux chocs pétroliers, est ainsi de triste mémoire pour les pays en voie de développement. C'est au terme de cette décennie, en effet, que ces derniers vont entrer dans le cycle infernal de l'endettement qui a provoqué, et qui provoque encore, d'innombrables catastrophes. À cette époque, les pays exportateurs de pétrole ont entre leurs mains des sommes faramineuses qu'ils doivent investir alors que, au même moment, les pays du Sud ont besoin de devises, en partie pour se procurer le pétrole devenu plus cher. L'équilibre paraît idéal : le surplus des premiers pourra être prêté aux seconds et ainsi les deux partis y trouveront leur compte. Les pays exportateurs vont pourtant faire appel aux banques occidentales pour

opérer ce transfert et ainsi mettre en mouvement le terrible processus d'endettement que nous connaissons aujourd'hui. Susan George explique : « Ce n'est qu'à partir du premier choc pétrolier, en 1973, que les prêts ont vraiment grimpé, et décollé avec le second, en 1979. C'était dans l'ordre des choses, étant donné qu'il fallait bien recycler l'argent du pétrole. Les pays de l'OPEP avaient de l'argent alors que les pays non exportateurs de pétrole avaient besoin d'argent, en partie pour acheter du pétrole. L'intermédiaire trouvé, c'était donc les banques. On pourrait dire – et c'est mon avis – que l'OPEP aurait pu se débrouiller pour recycler son argent elle-même et prêter directement au tiers monde ; ainsi, on aurait évité d'offrir aux banques l'occasion de disposer d'une arme d'une puissance absolue. De plus, aujourd'hui, les pays producteurs de pétrole seraient en meilleure position<sup>1</sup>. »

Les pétromonarchies musulmanes du Golfe – qui représentent la force vive de l'OPEP –, en plaçant l'argent du pétrole dans les banques et en laissant ces dernières gérer les prêts à intérêts aux pays pauvres, vont agir de façon inconsidérée en oubliant le principe fondamental de l'interdiction de l'intérêt en islam. Susan George le rappelle : « Si, en effet, les pays membres de l'OPEP avaient à la fois été des fournisseurs d'énergie et de capitaux pour une bonne partie du monde, ils auraient pu renforcer considérablement l'union des pays du Sud et élargir leur propre influence politique. *Prêter à usure est sévèrement réprimandé par la loi islamique* et les emprunteurs auraient peut-être obtenu des taux d'intérêts inférieurs<sup>2</sup>. »

Les gestionnaires des pays porteurs de la tradition islamique vont agir sans grand souci moral et sans état d'âme. La dette aujourd'hui, née du processus que l'on aurait pu éviter, provoque la mort d'une moyenne de 10 000 personnes par jour. Les pétrodollars de toutes les espérances vont servir les intérêts des grandes puissances auxquelles désormais les pétromonarchies sont liées. Et Susan George de conclure : « Les pays producteurs de pétrole n'ont probablement même pas eu l'idée de recycler eux-mêmes leur argent. Ils se sont comportés en parfaits capitalistes, espérant faire beaucoup plus d'argent en le confiant à des professionnels new-yorkais ou londoniens. Ainsi, ils ont perdu une occasion historique et ouvert la porte au formidable coup concocté par des pays qui étaient déjà riches. La dette, gérée par les gouvernements occidentaux, les

1. Susan George, *Jusqu'au cou, enquête sur la dette du tiers monde*, Paris, La Découverte, 1988, p. 68-71 s.

2. *Ibid.* C'est nous qui soulignons dans la seconde citation.

banques et leurs agents, tel le FMI, a encore affaibli les pays du Sud (y compris les pays membres de l'OPEP) ; les a mis dans une situation bien plus défavorable qu'avant la grande époque des emprunts, et a ouvert la porte à une véritable recolonisation<sup>3</sup>. »

C'était une occasion historique, en effet, et elle aurait permis sans doute de créer un mode de relations économiques différent, nouveau, qui ne soit pas soumis à la loi implacable de l'intérêt. On ne devait pas en attendre moins de pays « musulmans ». La référence islamique ne serait-elle valable que sur le plan intérieur et pénal... pour organiser l'étouffement des peuples et réprimer sévèrement, au nom de l'islam, les individus qui oseraient transgresser la loi ? ! N'a-t-on pas assisté, dans cette participation *islamique* aux sombres rouages de l'économie capitaliste, à l'une des pires trahisons qui soient ? Il faut faire le compte  
100 aujourd'hui de l'horreur provoquée par l'endettement des pays pauvres et par l'asservissement général qui en découle et il faut, de la même façon, prendre la mesure de l'écart qui existe entre les beaux discours parsemés de références à la grandeur de l'islam et les pratiques financières les plus troubles et les moins avouables. L'hypocrisie est totale.

Sur le plan international, on se trouve dans l'obligation de faire ce constat : il n'existe pas aujourd'hui de modèle ou de comportement économique islamique spécifique. Tous les pays, du Maroc à l'Indonésie, sont liés – ou ligotés, ou étouffés – par l'idéologie économique dominante qui mêle la gestion des intérêts à la pratique de la spéculation à outrance. Cet écart que relevait Susan George est plutôt la règle que l'exception et l'on peut se demander, compte tenu de la complexité des paramètres, si le monde musulman a seulement les moyens de proposer « autre chose ». Les pays qui auraient – qui auraient eu – les moyens de cette différence se sont aveuglément lancés dans la tourmente pour « gagner plus et plus vite » : dans l'indifférence des morts que la mécanique a ensuite broyés.

Impossible de fait de tracer sur le plan de l'analyse une ligne entre « le monde des pratiques islamiques » et celui de ses transgressions : les connexions et les interactions sont telles que c'est la globalité du système qu'il faut forcément questionner. C'est dans le domaine de l'économie, plus que dans tout autre, d'ailleurs, que les anciennes catégories de « *dâr al-harb* » (monde de la guerre) et de « *dâr al-islam* » (monde de

---

3. *Ibid.*

l'islam) sont fondamentalement caduques et totalement inopérantes. Lorsque les pratiques économiques étaient circonscrites au niveau local ou national et lorsqu'elles respectaient prioritairement le cadre légal des États-nations, une dénomination par l'espace géographique était légitime. Plus rien de cela n'est vrai et l'on continue à entendre pourtant des ulémas établir des distinctions entre « les deux mondes » et légiférer en conséquence sur la base de critères obsolètes. Le monde a changé mais leur regard est resté figé sur des réalités et des systèmes de référence aujourd'hui totalement dépassés avec cette conséquence très grave que leurs avis juridiques (*fatâwâ*) d'adaptation empêchent, dans les faits, l'émergence d'une pensée de l'alternative.

La géographie n'est plus et ne peut plus être le critère de distinction entre les espaces islamiques ou non. Il faut changer du tout au tout notre regard sur l'ordre du monde et sa logique. Ici encore, nous avons besoin de vivre une véritable révolution intellectuelle. À l'heure de la mondialisation, ce ne sont plus les espaces géographiques mais les domaines d'activités qui nous permettent d'évaluer la plus ou moins grande proximité avec nos principes et notre éthique de vie. C'est parce qu'au niveau des Constitutions et du droit les pays occidentaux protègent la liberté de conscience, de culte et les prérogatives des citoyens que nous pouvons parler d'espace du témoignage (*dâr ash-shahâda*). Partout où ces droits nous sont garantis à travers le monde se matérialise cet espace du témoignage pour la conscience musulmane. Mais si nous observons le système néo-libéral dans son ensemble et la logique qui le sous-tend, nous sommes très clairement dans *'âlam al-harb* (le monde de la guerre) ou dans *dâr al-harb* si l'on veut utiliser l'ancienne terminologie. Que ce soit à Washington, à Londres, à Tokyo, à Riad, au Caire, à Casablanca, à Kuala Lumpur ou à Singapour, le monde entier, en ce qui concerne l'activité économique, vit à l'heure de la spéculation, des transactions avec intérêts au cœur des logiques financières et bancaires les plus complexes et les plus sophistiquées<sup>4</sup>. Or, nous le savons, ces pratiques sont en totale contradiction avec les principes islamiques en la matière et la Révélation coranique est explicite : celui qui s'engage dans la spéculation

4. Continuer à évaluer le caractère « islamique » d'une société sur le critère de l'application de certaines lois ou des modes de vie est une démarche lacunaire et réductrice. Oublier la gestion économique et l'intégration du pays dans le système capitaliste global est inconséquent. Une telle approche nous renseigne simplement sur les lieux où l'on pense qu'il serait peut-être plus facile de se sentir musulman et de vivre sa foi au quotidien. Ce n'est pas toujours le cas, et l'évaluation, en ce qui concerne précisément notre sujet, est déficitaire.

ou la pratique de l'intérêt financier entre en guerre avec le Transcendant<sup>5</sup>. A-t-on seulement les moyens d'une alternative ?

102 Les musulmans d'Occident vivent au cœur du système. Depuis des décennies, les communautés musulmanes sont en proie à de profonds troubles de conscience tant il est difficile de vivre dans les sociétés industrialisées et d'éviter les opérations financières avec intérêts. Comment s'y prendre, quelles adaptations proposer ? De nombreux ulémas basés dans les pays majoritairement musulmans ont apporté leur contribution au débat et l'éventail des avis juridiques va de l'interdiction de toute implication dans le système à la prise en compte, ponctuellement, des situations impératives (*darûra*) ou des besoins (*hâjât*). Certains savants, très minoritaires, ont libéré les musulmans de ces préoccupations en affirmant par exemple que l'intérêt bancaire n'était pas l'intérêt (*ar-ribâ*) mentionné dans le Coran. On connaît la technique qui consiste à changer le nom des choses ou des opérations pour éviter l'interdit : ainsi la bière n'est pas non plus l'alcool (*al-khamr*) cité dans le Coran et tout à l'avenant. Des traditions prophétiques nous avaient prévenu contre ce genre de procédés et la très grande majorité des musulmans ne suivent pas ces avis. Il demeure que, dans les faits, ils doivent quotidiennement composer et que, d'interdits en adaptations, les solutions au problème ne sont pas, et de loin, évidentes ni claires. Soit on se réfère en permanence aux allègements offerts par l'impératif (*darûra*), le besoin (*hâja*) ou l'exception (*istithnâ'*) ; soit on convoque l'avis de Abû Hanîfa et de son école qui avaient depuis longtemps admis la pratique de l'intérêt à l'intérieur de « *dâr al-harb* » ; soit on se tourne vers des institutions financières islamiques basées en Orient ou en Occident pour obtenir des crédits ; soit, enfin, pour éviter toutes les difficultés, on demande le soutien charitable d'une organisation ou d'un individu fortuné d'un des pays du Golfe. Difficile dans ces conditions de vivre une existence épanouie, indépendante et surtout harmonieuse : le cœur tirillé entre nos principes et l'environnement économique, on ne cesse de composer, de bricoler des solutions qui, si elles allègent quelque peu notre conscience, ne sont pas près de changer ni notre état ni le monde.

La pensée globale dont nous avons besoin nous invite à revenir à nos principes universels et à en comprendre les objectifs fondamentaux. Il sera possible ensuite, à la lumière de notre contexte spécifique, de mesurer les marges de conflits et d'adaptations. Il sera surtout nécessaire de

---

5. Le Coran, sourate 2, versets 278-279.

proposer des orientations (au niveau local) qui, si elles n'offrent pas de solutions immédiates totalement satisfaisantes tant les problèmes sont complexes, pourraient néanmoins permettre de commencer à penser différemment notre engagement dans la sphère économique avec, en permanence à l'esprit, la nécessité et l'exigence de chercher une alternative tant locale que globale. Les enseignements islamiques sont intrinsèquement en opposition avec les fondements et la logique du système capitaliste néo-libéral et les musulmans qui vivent dans la tête du système ont la responsabilité supérieure de proposer, avec tous ceux qui travaillent dans le même sens, des solutions pour en sortir et permettre une économie plus juste et un commerce plus équitable.

### RÉSISTER À UNE CERTAINE MONDIALISATION

103

Les musulmans occidentaux, pour la plupart aujourd'hui d'origine immigrée, ne doivent pas oublier d'où ils viennent, ni le chemin qui les a menés dans les sociétés du Nord. Au nom de leurs principes, au nom de leur histoire. Certes ils doivent s'occuper des affaires de leur société, de la justice, du droit, du chômage, de la violence, etc., mais ils se doivent, au cœur des sociétés industrialisées, de demeurer la conscience du Sud et des démunis. Les dictatures, l'état de délabrement total des sociétés et des économies, la pauvreté endémique, l'analphabétisme et la mort quotidienne de millions d'êtres humains dus à un ordre du monde qui sème la terreur sont autant de réalités qui témoignent contre l'actuelle gestion du monde. Il faut être l'ami et le partenaire de qui, en Occident, dénonce l'horreur et appelle à changer le monde.

C'est dire qu'il faut développer un esprit critique capable de faire la part des choses. L'Occident n'est ni monolithique ni diabolique et les acquis phénoménaux en terme de droits, de savoirs, de cultures et de civilisations sont autant de réalités qu'il serait insensé de minimiser ou de rejeter. Dans le même temps, il faut rester lucides et savoir être critiques vis-à-vis de politiques économiques ou stratégiques imposées par le Nord qui étranglent des sociétés entières, acceptent de se compromettre avec des tortionnaires sans états d'âme ou promeuvent une véritable colonisation culturelle des sociétés sous-développées à l'aide des produits les plus abêtissants de la production occidentale contemporaine. Être un citoyen occidental de confession musulmane et dire ces vérités, c'est courir le risque, presque systématiquement, de ne pas être considéré comme totalement « intégré » et la suspicion demeure sur la véritable allégeance : tout se passe comme s'il fallait acheter notre « inté-

gration » avec notre silence. Il faut refuser ce genre de chantage intellectuel. Être un citoyen libre des sociétés du Nord, c'est justement avoir les moyens et le droit d'établir, de façon critique, des sélections, des pondérations et des évaluations contradictoires au cœur même de l'univers de référence occidental. C'est reconnaître et se battre pour les acquis de la démocratie et interpellier son propre gouvernement (américain, français, britannique ou autres) en faisant entendre qu'il n'est pas admissible de trahir nos principes en composant avec des États dictatoriaux ; c'est se féliciter du développement et du bien-être matériel ici en luttant de toute la force de son être contre les politiques économiques de l'OMC, du FMI ou de la Banque mondiale qui, à coups d'accords internationaux ou d'ajustements structurels, entretiennent une misère terrible et chronique. Et combien d'autres combats encore !

104

Être la voix des sans-voix est aujourd'hui un impératif moral. Défendre tous les oubliés du continent africain, la résistance palestinienne, les droits des Tchétchènes comme des Tibétains et de tous les peuples opprimés de la terre est l'expression la plus explicite de notre cohérence avec nos principes et notre éthique. Il s'agit également aujourd'hui de refuser que se dessine entre le Nord et le Sud une frontière du droit qui sanctionnerait unilatéralement les victimes des injustices de l'économie : les politiques proposées pour lutter contre l'immigration sont terribles et laissent entendre que l'immigré clandestin est d'abord un menteur, un voleur, voire un bandit. Incapables de questionner leurs politiques économiques, les gouvernements du Nord, nos gouvernements, appliquent des politiques de répression contre les victimes de leur propre gestion. Toute réflexion ou stratégie politiques qui ne s'engagent pas en amont des phénomènes de migrations sanctionnent deux fois les victimes : en leur imposant un cadre de vie indigne dans leur pays d'origine et en les emprisonnant ou en les rejetant quand ceux-ci ont eu la dignité et le courage de refuser l'inhumain.

Les nouvelles politiques sécuritaires vont toutes dans le même sens : au nom de la lutte contre le terrorisme, tout, ou presque, devient permis. Des centaines de musulmans sont dans des prisons, sans jugement, aux États-Unis, on surveille les antimondialistes, on limite les entrées aux frontières, on restreint les libertés et, sur le plan international, on cautionne les politiques répressives de Sharon ou de Poutine en fermant les yeux sur les alliés saoudiens ou pakistanais. Tout cela pour se protéger de « ceux qui n'aiment pas notre civilisation et notre liberté ». Les consciences musulmanes doivent avoir le courage de dire que cela n'est



pas vrai et que si le terrorisme est inacceptable effectivement, il faut lutter contre tout type de terrorisme, en particulier celui des États, et prioritairement ses causes. Condamner sans l'ombre d'une hésitation les attentats du 11 septembre 2001, cela ne peut pas vouloir dire accepter n'importe quelle mesure de rétorsion et n'importe quelle politique parce que nous serions en danger. Ce genre de diversion a des conséquences graves : en mettant les citoyens en état de siège régulier, en alimentant leur peur, on les empêche de penser et de critiquer l'ordre du monde et ses injustices. Un citoyen qui a peur ne change pas le monde, il protège ses biens et ses acquis.

Ici encore il n'est pas question de ne s'intéresser qu'aux situations internationales qui impliquent des musulmans comme nous le voyons encore aujourd'hui. Au demeurant, nous venons de voir que toutes les situations sont interconnectées et que les politiques internationales ont des effets immédiats sur les réalités intérieures. C'est une vision globale des problèmes qu'il faut désormais élaborer et, plus que jamais, déterminer qui sont nos partenaires dans cette résistance. Le mouvement international des citoyens qui s'est développé récemment à travers le monde (qu'il ne faut pas confondre avec le penchant à la violence de quelques groupes ou individus) expose des thèses critiques et exige des réformes qui sont pour la plupart en total accord avec l'éthique musulmane. Les organisations qui appellent à établir un commerce plus équitable (du type Max Havelaar ou des coopératives de développement) ; qui désirent promouvoir une gestion plus responsable de l'économie et des marchés financiers (à l'instar du mouvement ATTAC ou plus localement des institutions se consacrant aux investissements éthiques) ; les partisans chrétiens d'une théologie de la libération et de la résistance (présents désormais à travers le monde entier) doivent devenir à terme, et avec tant d'autres résistants sur le plan local, les alliés objectifs de ce front pluriel que nous appelons de nos vœux. C'est la responsabilité des musulmans de s'engager dans ce sens, de déterminer le type d'alliances possibles, leurs limites autant que leurs exigences concrètes. La globalisation qui nous est présentée et imposée aujourd'hui sanctionne surtout le primat absolu de la logique économique sur toute autre considération et l'efficacité des autoroutes et des réseaux de la communication semble nous entraîner surtout à devenir de meilleurs consommateurs. Le tableau effectivement serait bien noir s'il n'y avait un mouvement général de résistance : face à l'économie néo-libérale, le message islamique ne laisse, quant à lui, aucune autre issue que la résistance. En Occident, comme en Orient, nous sommes sommés d'utiliser

nos intelligences, nos imaginations et notre créativité pour penser l'alternative. À partir de nos références, en partenariat avec tous ceux qui résistent et proposent « autre chose ».

## UN FRONT SUD-SUD-NORD

106 Trop souvent les musulmans confondent l'Occident avec le monde strictement chrétien (perçu comme hostile) et vont jusqu'à considérer, pêle-mêle, les humanistes, les communistes athées et presque tous les intellectuels comme des partisans, des suppôts, quand ils ne sont pas des complices déguisés, de la stratégie du Nord. Que l'on considère les pays majoritairement chrétiens du Sud, les organisations non gouvernementales occidentales, les journalistes ou les chercheurs, l'air est toujours à la méfiance. L'islam serait l'ennemi de tous. De tels sentiments sont fréquents dans le monde musulman comme, d'ailleurs, dans les communautés minoritaires d'Occident.

C'est d'ailleurs également le lot de pratiquement tous les mouvements alternatifs, dits de « gauche », en Europe et aux États-Unis. L'islam « militant » les inquiète. Ils furent partisans et défenseurs des indépendances ; ils ont lutté, souvent, avec leurs camarades socialistes au Sud de la Méditerranée, ils ont partagé les mêmes idéaux, les mêmes analyses, la même terminologie. Les anciens partisans sont aujourd'hui devenus des dictateurs ou ont été éliminés : qui donc soutenir ? Les oppositions crédibles, fortes, populaires ne parlent plus la même langue : elles invoquent la religion, la morale et la culture... avec d'autres mots, d'autres expressions, d'autres tournures d'esprit qui désorientent. Plutôt que d'aller chercher à en comprendre le sens à l'intérieur des références de l'autre civilisation, on procédera par comparaison apparente : le réveil de l'islam, en termes religieux, c'est *donc* le retour à notre Moyen Âge. La réaction de rejet ne se fait pas attendre, et la méfiance, et la rassurante simplification.

Difficiles relations, surdité du dialogue. La responsabilité est partagée. Il faut insister ici sur les ponts à construire entre les différentes expériences de mobilisation populaire dans les pays du Sud. Qui a déjà travaillé sur le terrain des communautés de base, développant des stratégies sociales et économiques locales, ne peut qu'être surpris des similitudes qu'elles revêtent avec les expériences musulmanes. Les références sont certes différentes, les terrains d'application également, mais la philosophie est la même et elle se nourrit à cette même source de la

résistance aux intérêts aveugles des grandes puissances et des multinationales. Nous l'avons déjà dit, il ne s'agit pas là d'affirmer la réalité d'un tiers-mondisme islamique béat... qui ferait écho à celui que l'on connaît de longue date sous nos latitudes. Ce qui est vrai, c'est que l'islam, en ce qu'il est la référence des musulmans engagés, se traduit par la même exigence de dignité, de justice et de pluralisme que celle qui façonne la mobilisation communautaire chrétienne ou humaniste. En cela donc, les relations devraient être multipliées et les échanges d'expériences permanents.

Les partisans respectifs s'ignorent pourtant d'une ignorance coupable. Les relations et les unions Sud-Sud, devenues impossibles au plan gouvernemental, devraient être multipliées au niveau des théologiens, des intellectuels, des associations, des structures, des coopératives ; ce qui recouvre aujourd'hui, dans la langue des spécialistes du développement, le niveau « meso ». Les foyers de résistance dispersés et qui, de surcroît, s'ignorent ou se craignent et dans lesquels sont engagés des chrétiens, des humanistes et des musulmans agissent finalement de façon peu responsable : la déperdition d'énergie, les conflits inutiles, la division entretenue, l'ignorance perpétuée qu'une telle situation engendre sont très dommageables. Cet état de fait sert les intérêts des grandes puissances. Les méfiances infondées que l'on dénonce tant, et tous les jours, finissent par avoir raison de nos engagements à l'heure où la plus grande vigilance devrait être de mise : du côté musulman comme du côté chrétien et humaniste, on se laisse aller à la facilité du repliement sur soi, aux certitudes qui ne se communiquent pas, à l'anathème qui exclut. Et ce, malgré tous les discours engageant à l'écoute mutuelle et au dialogue. On se parle sans s'entendre : au vrai, un authentique dialogue entre juifs, chrétiens, humanistes et musulmans ne peut déboucher que sur une formidable action commune de résistance à la folie humaine, aux injustices et à l'exploitation. Le reste tient de la religion de salon, de l'humanisme de congrès : les bons sentiments, s'ils restent évoqués autour des tables de réunions ou des agapes, sont des sentiments faciles qui n'honorent pas ceux qui finissent par oublier la teneur humaine de ce qu'ils disent et redisent et redisent encore. Ils parlent, cela s'entend ; rien d'autre.

Les relais en Occident ne manquent pas : tous les Occidentaux ne soutiennent pas les politiques des grandes puissances et des multinationales, tous les musulmans vivant au Nord ne sont pas liés aux dictateurs des pays islamiques. Les relations de travail, les échanges d'expérience devraient également se multiplier en Occident afin que se dégage un

front de refus plus large. Auparavant, il faut chercher à mieux se connaître, à se comprendre et à dégager des domaines d'actions communes. L'Europe et les États-Unis offrent des possibilités à nulle autre pareilles et qui ne sont pas encore exploitées comme elles le devraient. Le dialogue reste frileux, timide et touche essentiellement des considérations théoriques ou très abstraites, quand elles ne s'en tiennent pas au domaine des bonnes intentions mutuelles. Pourtant la reconnaissance réciproque au Nord, l'échange et les réflexions communes autour de questions très concrètes de type économique, social ou politique sont un relais important des dynamiques existantes dans le Sud. La rencontre entre les intellectuels, les chercheurs, les théologiens et les hommes de terrain (travailleurs sociaux, spécialistes du développement ou responsables d'ONG) pourra encourager et orienter les rapprochements que nous appelons de nos vœux dans le domaine de la misère et de l'exploitation. Il faut être responsable, sans être naïf : des divergences existent, des conflits d'intérêts demeurent, les situations sont complexes et la bonne volonté ne suffit pas à effacer tous les écueils, toutes les différences avec la spécificité des objectifs et des espoirs. On ne doit pas attendre d'un juif, d'un chrétien ou d'un humaniste qui respecte sincèrement l'islam, au point de s'engager concrètement aux côtés de musulmans, de *tout* accepter de l'islam ou de ce que les croyants en disent. De la même façon, on ne peut exiger des musulmans qu'ils prouvent leur ouverture d'esprit par une série de concessions qui videraient de son contenu l'essentiel du message qu'ils portent. Sur le plan des pratiques économiques, des stratégies sociales ou des orientations politiques, certaines questions resteront des noyaux durs impossibles à concilier. Le vrai pluralisme consiste à respecter ce qui est essentiel à l'être de celui qui veut être, à son identité, fondamentalement.

Il est urgent de créer, en Occident, les ponts de dialogues et d'actions communes entre tous ceux qui, au nom de leur foi et/ou de leur conscience, ne peuvent admettre l'état du monde. La glace et les méfiances doivent se rompre : c'est peu dire que d'affirmer que nous en sommes encore bien loin. L'Occident reste un monstre dans l'esprit des uns ; les musulmans demeurent d'obscurs religieux pour les autres... Ici et là pourtant, à Londres, à Paris, à Washington et dans d'autres villes, des liens s'établissent, des intellectuels se rencontrent, des religieux se parlent, des acteurs sociaux s'interpellent, des spécialistes traitent ensemble de problèmes concrets ; à petite échelle certes, mais ce sont les premières étapes d'un travail impératif et de longue haleine. C'est le passage obligé pour la création d'un front uni Sud-Sud-Nord.

R É S U M É

---

*Le monde musulman est totalement embarqué aujourd'hui dans la logique de la mondialisation. Il ne s'agit pas d'accepter ou de refuser cette dernière mais de déterminer quel type de mondialisation nous voulons. Les musulmans semblent être en panne de projet alternatif et restent cantonnés à des visions obsolètes du monde : une révolution intellectuelle s'impose qui permette aux penseurs et aux savants de proposer les principes d'une véritable résistance. Pour que le front s'élargisse et permette des alliances d'un nouveau type, il est urgent que les intellectuels humanistes, juifs, chrétiens et musulmans établissent des ponts et des partenariats de type Sud-Sud-Nord leur permettant de mieux se connaître et d'agir de concert. Dans le respect de la différence et au nom de la commune dignité humaine.*